

Mesures d'urgence au Togo

Les engagements du gouvernement qui changent la donne

Confronté aux menaces terroristes venant du Sahel, le Togo ne manque pas d'initiatives pour accompagner les populations sous pression. Que ce soit des mesures sécuritaires ou sociales, les initiatives n'en manquent pas. À travers ce dossier, nous faisons ...



Certificat de nationalité au Togo

La digitalisation progresse, mais des défis subsistent

À Lomé, la modernisation des services publics franchit une étape décisive. Lancée en décembre 2024, la digitalisation du certificat de nationalité poursuit son déploiement, portée par l'ambition de simplifier les démarches administratives et d'améliorer l'accès ...

PAGE 4



Aquaculture

Les pisciculteurs ivoiriens à l'école togolaise de l'élevage du tilapia

L'entreprise Lofty SA a piloté, du 16 au 28 mars 2026, une session de formation consacrée à la maîtrise de l'élevage du tilapia. Organisée entre Lomé et Nangbété, cette initiative a été réalisée à la demande de l'Institut national ...

PAGE 2



Risques d'inondation

Séna Alipui encourage les acteurs chargés des bassins à rester vigilants

PAGE 3



Droits, Justice, Action.

Les femmes parlementaires organisent des échanges inspirants

Lundi dernier à l'Assemblée nationale, les femmes du monde parlementaire étaient réunies au sein de l'hémicycle pour célébrer en différé la Journée internationale des droits des femmes, qui a lieu le 8 mars de chaque année.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

OTR : une nouvelle équipe aux commandes pour renforcer la performance fiscale

L'Office togolais des recettes ouvre une nouvelle page de son évolution avec la prise de fonction de ses nouveaux responsables opérationnels. Le lundi 30 mars, Tèi Konzi et Peter Dossou Kponor ont officiellement été installés à la tête, respectivement, du Commissariat des Douanes et Droits indirects et du Commissariat des Impôts.

Nommés par décret le 26 mars, ils succèdent à Atta-Kakra Kwawo Essien, qui assurait l'intérim avant son départ à la retraite. Tous deux expérimentés, ils héritent d'une mission stratégique : consolider les performances de l'administration fiscale et poursuivre les réformes engagées.

Fort d'un parcours international, Tèi Konzi aura la charge de superviser les opérations douanières et la régulation des flux commerciaux. De son côté, Peter Dossou Kponor devra intensifier la mobilisation des recettes et accélérer la modernisation du système fiscal.

Lors de la cérémonie, le Commissaire général, Yawa Djigbodi Tsegan, a appelé les nouveaux responsables à inscrire leur action dans une logique de rigueur, de transparence et d'efficacité.

Rencontre risque pays

Le grand rendez-vous pour découvrir les opportunités d'investissement au Togo

Le Togo accueille le jeudi 2 avril 2026, sa première rencontre Risque pays. En prélude à cette conférence, qui a pour objectif de faire du pays une destination d'investissement, Stanislas Zézé, PDG du Groupe Bloomfield, était à la rencontre de la presse. Objectif : échanger avec les professionnels des médias sur ce qui sera concrètement fait et comment cette ...



PAGE 4



SOMMAIRE

Rencontre risque pays
Le grand rendez-vous pour découvrir les
opportunités d'investissement au Togo



P 4

Enseignement supérieur et culture
Mlle Amana Koboyo Esther sacrée Miss Campus
Togo 2026



P 9

Agrihood
Réponse brésilienne à l'étalement urbain non
durable à travers la planète



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Eklou Ablavi : comprendre, se réinventer... et réussir autrement

La vie d'Eklou Ablavi ne suit aucune trajectoire prévisible. Elle se déploie à travers des ruptures successives, des ajustements constants et des décisions prises dans l'urgence comme dans la lucidité, avec cette capacité à transformer chaque déséquilibre en point d'appui. Revendeuse d'ustensiles à Afagnan aujourd'hui, elle incarne un itinéraire qui invite à une réflexion intensive sur une réalité souvent sous-estimée : le métier appris ne constitue pas toujours le socle de l'indépendance financière. À mesure que les circonstances évoluent, elle a su interroger ses choix, reconfigurer ses priorités et explorer d'autres voies, sans jamais s'abandonner à l'inertie. Son parcours s'impose ainsi comme une traversée faite de remises en question, de repositionnements et d'une persévérance qui finit par produire ses effets.

Au départ, rien ne la destinait au commerce. Elle exerce comme aide-soignante dans un quartier limitrophe de Lomé. Un métier utile, respectable, porteur de sens, mais qui, dans sa configuration personnelle, ne lui permet pas d'atteindre un équilibre satisfaisant. La distance entre son domicile et son lieu de travail devient progressivement un facteur d'érosion économique. Les frais de déplacement à moto absorbent une part considérable de son revenu, au point d'en neutraliser l'impact

réel sur son quotidien. « Je travaillais, mais je ne voyais pas vraiment l'impact sur ma vie. Tout partait dans le transport », confie-t-elle. Ce constat agit comme un premier tournant intellectuel : elle comprend que la stabilité apparente d'un emploi ne garantit ni la progression, ni l'autonomie. Il devient alors nécessaire de repenser sa trajectoire, d'envisager d'autres formes d'activité, plus



Eklou Ablavi

alignées avec ses contraintes réelles.

Ruptures et réajustements décisifs

Elle s'engage alors dans une première tentative de reconversion en lançant dans la vente d'ustensiles, avec des moyens limités mais une volonté affirmée de modifier le cours de

sa vie. Cette initiative, encore fragile, repose sur une expérimentation prudente, presque intuitive, mais déjà révélatrice d'un esprit d'adaptation. Les premiers résultats, bien que modestes, laissent entrevoir une possibilité de stabilisation. Pourtant, un nouvel événement vient perturber cet équilibre naissant : l'affectation de son mari à Afagnan. Ce déplacement

géographique impose une rupture dans la dynamique qu'elle avait amorcée. Une fois installée dans ce nouvel environnement, elle se heurte à l'absence de repères, à l'inexistence d'une clientèle et à la nécessité de tout reconstruire à partir de rien. « Quand je suis arrivée ici, je ne

connaissais personne. Je n'avais pas de clients. J'ai dû arrêter », explique-t-elle avec retenue. Cette interruption constitue une épreuve supplémentaire, révélant à quel point les activités informelles restent dépendantes de leur ancrage territorial.

Mais c'est précisément dans cette phase d'incertitude qu'intervient un rebondissement décisif. Un événement malheureux, qu'elle évoque avec pudeur, agit comme un catalyseur. Il ne s'agit plus seulement de chercher une opportunité, mais de répondre à une nécessité impérieuse. Dans ce contexte, elle ressort les quelques ustensiles qui lui restaient, sans réelle assurance quant à l'issue de cette initiative. Et pourtant, contre toute attente, une dynamique se met en place. Les premiers échanges se concrétisent, l'intérêt des clientes se manifeste, et une forme de traction commerciale apparaît. « J'ai essayé avec ce qui me restait... et ça a commencé à marcher », raconte-t-elle, encore marquée par ce moment charnière. Ce basculement inattendu

lui révèle une vérité : certaines opportunités ne se dévoilent qu'à ceux qui acceptent d'agir malgré l'incertitude.

Structuration progressive et maturité financière

Consciente d'avoir franchi un seuil décisif, elle entreprend alors de structurer son activité avec davantage de méthode et de discernement. C'est dans cette dynamique qu'elle découvre les dispositifs du Fonds National de la Finance Inclusive. Attirée par la souplesse des conditions et la progressivité des financements, elle s'engage dans une nouvelle phase de développement. Elle obtient le produit APSEF et bénéficie de crédits successifs allant de 30 000 à 100 000 FCFA. Ces montants, bien que modestes en apparence, constituent pour elle des leviers stratégiques. « Il n'y a pas de petit montant. Ce qui compte, c'est ce que vous en faites », affirme-t-elle avec conviction. Une posture qui traduit une évolution majeure dans sa perception du financement :...

Suite à la page 7

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Caleb Akponou
Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Droits, Justice, Action.

Les femmes parlementaires organisent des échanges inspirants

Lundi dernier à l'Assemblée nationale, les femmes du monde parlementaire étaient réunies au sein de l'hémicycle pour célébrer en différé la Journée internationale des droits des femmes, qui a lieu le 8 mars de chaque année.

L'initiative est portée par le Caucus des femmes parlementaires, en partenariat avec l'Association des femmes de l'administration parlementaire (Afap). Pour rappel, le thème retenu cette année par les Nations unies est : « Droits. Justice. Action. Pour toutes les femmes et les filles ». Au niveau du Système des Nations unies (SNU), l'on pense qu'il faut garantir et renforcer l'accès à la justice pour toutes les femmes et filles, y compris en promouvant des systèmes juridiques inclusifs et équitables, en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires, et en s'attaquant aux obstacles structurels.

« Ce thème à la fois évocateur et exigeant, nous interpelle collectivement sur la nécessité de traduire les principes d'égalité en réalités concrète et durable, afin que chaque femme et chaque fille puisse pleinement jouir de ses droits dans un environnement de dignité, de sécurité, et d'équité », a déclaré l'honorable Mémounatou Ibrahima, vice-présidente à l'Assemblée nationale, représentant le professeur Komi Sélom Klassou, président de l'Assemblée nationale, lors de la cérémonie inaugurale. Le thème spécifique de la rencontre de lundi était : « Les réformes juridiques au Togo : un levier de protection des droits, de lutte contre les violences, et de promotion de

l'égalité des femmes ». Il met en lumière le rôle central du droit comme instrument de transformation sociale. Au cours de cette dernière décennie, le Togo a enregistré des avancées significatives



Photo de famille des participantes (Crédit photo : Assemblée nationale)

traduisant une volonté politique constante en faveur du renforcement des droits des femmes. Ces avancées se matérialisent notamment par la réforme du Code des personnes et de la famille consacrant l'égalité juridique entre les époux, la suppression du délai de viduité (veuvage). L'on a par ailleurs la reconnaissance pleine de la capacité juridique de la femme mariée, le renforcement du Code pénal qui érige en infraction spécifique, les violences basées sur le genre, y compris les violences économiques, domestiques, et le cyber harcèlement ; ainsi que par la modernisation du Code du travail garantissant la protection de la maternité et prohibant toute forme de licenciement fondé sur la grossesse. Dans le même élan, l'adoption du Code de sécurité sociale a permis de consolider les droits sociaux, économiques des femmes, notamment en matière de maternité ; tandis que des textes spécifiques ont été adoptés pour renforcer la protection des apprenants contre

les violences à caractère sexuel. Les mécanismes visant à promouvoir la participation politique des femmes ont également été progressivement consolidés. À ces réformes s'ajoute un cadre foncier modernisé, notamment à travers le Code foncier et domanial qui consacre les principes de non-discrimination, d'équité, et d'égal accès des femmes à la terre, reconnaissant ainsi leur rôle fondamental dans le développement économique et social. L'année 2026 marque une évolution particulièrement significative avec l'intégration renforcée du genre dans les politiques publiques à travers la budgétisation sensible au genre. Des progrès notables ont été réalisés à travers la simplification des procédures de création d'entreprises, le renforcement des mécanismes de financement inclusif, la promotion des coopératives, ainsi que l'accompagnement à la formalisation des activités économiques. L'on reconnaît que malgré ces avancées, le défi majeur demeure l'effectivité des droits. « L'adoption des normes juridiques ne saurait suffire, sans leur appropriation, leur vulgarisation, et leur mise en œuvre effective », estime

Mémounatou Ibrahima. Ainsi, les femmes du monde parlementaire ont tenu un débat riche autour de cette problématique. L'on est notamment revenu sur les dispositions juridiques existantes, et sur la nécessité de les améliorer. Par exemple, Kobauya Tcham dja - Kpatcha, magistrate et directrice du sceau et de la nationalité appelle à rapidement finaliser la révision du Code de la nationalité afin de permettre aux femmes togolaises ayant épousé des hommes d'une autre nationalité, mais qui ont fait un parcours significatif avec ces derniers, de leur transmettre leur nationalité. Il semble en effet qu'une telle situation parmi tant d'autres rend inconfortable la vie commune pour les couples binationaux.

Quelques recommandations

À l'issue des échanges, les femmes du monde parlementaire ont fait des recommandations. D'abord au gouvernement, il est recommandé de renforcer l'application effective des textes relatifs aux droits des femmes et filles, intensifier la vulgarisation des instruments juridiques sur l'ensemble du territoire en langues nationales, améliorer l'accès à la justice et aux mécanismes de recours, consolider les dispositifs de prévention, de prise en charge, et de coordination en matière de violences basées sur le genre. Le gouvernement devra également assurer un meilleur suivi et une évaluation régulière des politiques publiques en matière de genre, rendre effective la participation accrue des femmes dans les instances

décisionnelles, procéder à l'adoption des décrets d'application nécessaires afin d'assurer la mise en œuvre effective des lois promulguées. Au Parlement, l'on recommande de renforcer le contrôle de l'action gouvernementale sur l'effectivité des lois adoptées. Le Parlement est appelé à intensifier les activités de suivi et d'évaluation des politiques publiques, promouvoir la vulgarisation des textes législatifs, consolider le rôle du caucus des femmes parlementaires comme cadre de plaidoyer, intégrer davantage la dimension genre dans les travaux législatifs et budgétaires. Enfin, les partenaires financiers sont encouragés à accroître et pérenniser le financement des actions sensibles au genre en ciblant prioritairement la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre ainsi que les initiatives d'autonomisation des femmes, appuyer la vulgarisation et l'appropriation des textes juridiques à travers des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des acteurs institutionnels et communautaires.

Ils doivent par ailleurs soutenir l'accès effectif à la justice par le financement des dispositifs d'assistance juridique, des mécanismes de prise en charge holistique des survivants et des structures de proximité, renforcer les capacités et les ressources des organisations et des acteurs de terrain, en tant que vecteurs essentiels de transformation sociale, et d'effectivité des droits.

Edem Dadzie

Risques d'inondation

Séna Alipui encourage les acteurs chargés des bassins à rester vigilants

Après la grande pluie de la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars 2026, le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui, a effectué une descente sur le terrain pour constater l'état des bassins d'orage et de certaines infrastructures de drainage des eaux.

Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement a constaté de visu l'impact de la pluie sur, notamment, les bassins d'orage et les travaux d'assainissement engagés par le gouvernement, sous l'impulsion du président du Conseil Faure Gnassingbé,

dans le but de mieux gérer les eaux pluviales et de soulager les populations en période de pluie. Le ministre délégué Séna Alipui s'est tout d'abord rendu à la plage de Nyékonakpoè, où est construit l'exutoire d'évacuation des eaux pluviales vers la mer. Sur place, il a constaté l'état de l'infrastructure.

Le ministre délégué a ensuite sillonné le quartier Boka pour constater les dégâts causés par la pluie. Il s'est également rendu successivement sur les sites des bassins de rétention des eaux pluviales de Todman, Boukarou, Awatamé, lycée

technique d'Adjidogomé, carrefour 2 lions, caméléon, Agbalépédo et Tokointamé. Sur chaque site visité, le ministre délégué a vivement encouragé les acteurs chargés des bassins à rester vigilants et à signaler le moindre problème constaté afin que des solutions idoines soient rapidement trouvées. « Veuillez à démarrer le pompage des eaux assez rapidement pour éviter le débordement des bassins en cas de fortes pluies », a-t-il insisté.

Le ministre délégué Séna Alipui a également, au cours de cette descente sur le terrain, visité le site retenu

pour la construction de la cité ministérielle, puis la présidence de l'université de Lomé, pour s'assurer du bon



Séna Alipui (au milieu)/Crédit photo : urbanisme.gouv.tg

fonctionnement du réservoir d'eau qui alimente toute la zone. Le triangle des rails a constitué le point de chute de cette visite de terrain, où le

ministre délégué a apprécié l'état d'avancement des travaux d'assainissement en cours.

Le ministre délégué a instruit le directeur de l'assainissement de faire un suivi rigoureux afin que les travaux soient exécutés dans les délais prescrits, pour mettre les populations à l'abri des inondations en cette période de pluies, conformément à la vision du président du Conseil, celle de protéger les citoyens.

TM

Certificat de nationalité au Togo

La digitalisation progresse, mais des défis subsistent

À Lomé, la modernisation des services publics franchit une étape décisive. Lancée en décembre 2024, la digitalisation du certificat de nationalité poursuit son déploiement, portée par l'ambition de simplifier les démarches administratives et d'améliorer l'accès des citoyens à ce document essentiel.

Présentant l'état d'avancement de la réforme devant la presse, la Direction du certificat de nationalité a mis en avant des résultats significatifs. Au 1^{er} mars 2026, plus de 1,65 million de demandes ont été enregistrées via la plateforme numérique des services publics. Parmi elles, 127 791 dossiers ont été traités, tandis que plusieurs milliers restent en attente de dépôt ou de correction. Ces chiffres

traduisent une adoption progressive de l'outil par les populations. Cette évolution repose sur les différentes préfectures, permettent un suivi centralisé des dossiers, avec des notifications automatiques



un dispositif administratif désormais interconnecté à l'échelle nationale. Les centres de traitement, déployés dans

à chaque étape. Pour les autorités, cette organisation contribue à réduire les délais et à renforcer la transparence

du processus. recommandée afin de garantir une meilleure traçabilité.

Cependant, au-delà de ces avancées, des défis persistent. La qualité de la connexion internet demeure un obstacle récurrent, freinant parfois la fluidité des démarches en ligne. À cela s'ajoute une appropriation encore incomplète des procédures par les usagers. Nombre d'entre eux continuent de recourir à des intermédiaires pour effectuer leurs demandes, au risque de perdre le contrôle sur le suivi de leurs dossiers.

Face à ces difficultés, les autorités appellent à une responsabilisation accrue des citoyens. L'utilisation de données personnelles pour les inscriptions et le suivi des demandes est vivement

Dans les perspectives, plusieurs mesures sont envisagées : amélioration technique de la plateforme, renforcement des capacités des agents et intensification des campagnes de sensibilisation. Le déploiement de kiosques d'assistance sur l'ensemble du territoire est également prévu, afin de rapprocher davantage le service des populations.

Entre progrès tangibles et ajustements nécessaires, la réforme s'inscrit dans une dynamique de transformation durable de l'administration togolaise.

TM

Rencontre risque pays

Le grand rendez-vous pour découvrir les opportunités d'investissement au Togo

Le Togo accueille le jeudi 2 avril 2026, sa première rencontre Risque pays. En prélude à cette conférence, qui a pour objectif de faire du pays une destination d'investissement, Stanislas Zézé, PDG du Groupe Bloomfield, était à la rencontre de la presse. Objectif : échanger avec les professionnels des médias sur ce qui sera concrètement fait et comment cette rencontre pourrait aider le Togo à être une destination d'investissements.



Stanislas Zézé

Organisée depuis 10 ans dans différents pays d'Afrique, la rencontre Risque Pays se tient pour sa première édition au Togo. Dans l'ensemble, cette rencontre inédite qu'abritera le pays permettra aux acteurs de discuter des risques d'investissement du pays. Mieux, d'échanger sur l'environnement socio-économique et des affaires du Togo. Selon Stanislas Zézé, PDG du groupe Bloomfield, organisation promotrice, cette rencontre vise

trois objectifs, à savoir : répondre aux opportunités d'investissements dans le pays, répondre aux avantages à investir dans le pays et risques d'investir dans le pays. Il s'agit, selon M. Zézé, d'un travail crédible et impartial qui se fait sur la base de critères qui ne souffrent d'aucune ambiguïté. " Pour ce faire, des informations qualitatives et quantitatives seront collectées sur le pays pour établir un rapport sur la cartographie d'investissement qui sera présentée lors de la Grande Conférence Risque pays... Au cours de cette conférence, le ministre des Finances et du Budget sera appelé à réagir sur le rapport et la cartographie d'investissements pays ", a expliqué M. Zézé avant d'ajouter : "le rapport donne toutes les informations dont a besoin un investisseur qui veut investir au Togo. Il donne des informations très claires sur la cartographie d'investissements qui constitue les forces, les faiblesses et les opportunités qu'offre le pays. Il s'agit là de l'opportunité d'investir dans le pays, la question du retour sur l'investissement et la question du risque de perdre son capital".

Quid de la particularité de

cette première rencontre Risque pays au Togo ?

Pour cette première édition de la Rencontre Risque du Togo, un accent sera mis sur la stratégie du pays pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin et les investissements.

À terme, il sera question de mettre à disposition des informations adéquates et fiables pour promouvoir l'investissement au Togo.

"C'est une occasion pour le Togo et les Togolais de comprendre leur environnement. Aussi permettra-t-elle de répondre à trois questions : pourquoi investir au Togo ? Quel est le retour sur investissement au Togo ? Et quels sont les risques à investir au Togo ? La rencontre Risque permet de mettre à disposition des données et rapports fiables pour prendre de bonnes décisions en matière d'investissement dans le pays ", a précisé Stanislas Zézé, PDG du groupe Bloomfield.

Créé en 2007, le groupe Bloomfield est une agence internationale de notation financière et d'intelligence financière présente dans 20 pays africains, 3 pays européens et 1 pays asiatique.

Caleb Akponou

Aquaculture

Les pisciculteurs ivoiriens à l'école togolaise de l'élevage du tilapia

L'entreprise Lofty SA a piloté, du 16 au 28 mars 2026, une session de formation consacrée à la maîtrise de l'élevage du tilapia. Organisée entre Lomé et Nangbéto, cette initiative a été réalisée à la demande de l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (Inp-hb) pour le compte de la FAO Côte d'Ivoire. Elle vise à renforcer les compétences techniques des acteurs du secteur aquacole en Afrique de l'Ouest.



Remise des attestations de formation

Durant deux semaines, une vingtaine de participants venus de diverses fermes ivoiriennes ont alterné entre cours théoriques et exercices de terrain. Le cursus a abordé des thématiques essentielles telles que la gestion des bassins, la biosécurité et la traçabilité des alevins. Les apprenants ont également visité le site de l'Itra à Agbodrafo ainsi que le Port de pêche de Lomé pour s'imprégner des réalités industrielles du secteur. Le choix du tilapia s'explique par sa croissance rapide et sa robustesse, des atouts majeurs pour réduire les importations de poisson dans la sous-région. Pour le président du conseil d'administration de Lofty SA, Pierrot Kokou Akakpovi, cette espèce est stratégique pour bâtir une filière compétitive. Le cadre réglementaire togolais, qui encourage l'achat local et offre des facilités fiscales sur les intrants, favorise l'éclosion de tels projets d'envergure. Les bénéficiaires, à l'image de Joseph Gueu de la Scad-Côte d'Ivoire, ont salué la qualité des infrastructures mises à disposition à Nangbéto. Cette immersion leur a permis de se familiariser avec des concepts innovants en aquaculture durable. En clôturant l'atelier, la direction de Lofty SA a exhorté les participants à mettre en pratique ces acquis pour transformer durablement leurs exploitations respectives et contribuer au développement régional.

La Rédaction

Uemoa

La Bceao assouplit sa politique monétaire dans un contexte économique globalement favorable

Réuni le 4 mars 2026 à Dakar, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) a dressé un tableau nuancé de la conjoncture économique, avant de décider d'un léger assouplissement de son orientation monétaire pour soutenir la dynamique de financement dans l'Union.

À l'échelle mondiale, l'activité économique poursuit sa progression, portée par un recul de l'inflation et une détente des tensions commerciales. Les projections du Fonds monétaire international (FMI) tablent sur une croissance de 3,3 % en 2026. Toutefois, des incertitudes persistent, notamment liées aux tensions géopolitiques, aux chocs climatiques et à l'endettement élevé de certains pays.

Dans l'espace Uemoa, la croissance demeure robuste. Le produit

intérieur brut a progressé de 6,5 % au quatrième trimestre 2025, soutenu par l'ensemble des secteurs, en particulier les industries extractives. Cette tendance devrait se maintenir, avec des prévisions de 6,4 % en 2026. Parallèlement, les finances publiques affichent une amélioration notable, le déficit budgétaire ayant reculé à 3,7 % du PIB en 2025, avec une projection à 3,2 % pour l'année en cours.

Les échanges extérieurs confirment également cette solidité. L'Union a enregistré un excédent significatif de sa balance des paiements, porté par la hausse des exportations, notamment d'hydrocarbures et d'or, ainsi que par une meilleure mobilisation des ressources extérieures.

Sur le plan monétaire, la liquidité bancaire s'est améliorée, favorisant un repli des taux sur les bons

du Trésor, tandis que les rendements obligataires ont légèrement progressé. Le crédit à l'économie connaît une reprise modérée, avec une croissance de 5,6 % en

bonne disponibilité des produits alimentaires et à la baisse des prix à l'importation. Elle devrait progressivement revenir dans la zone cible d'ici 2027.

de base, afin de stimuler davantage le financement du secteur privé. Une décision mesurée, traduisant la volonté de soutenir l'activité tout en préservant la stabilité



Siège de la Bceao

2025. Fait notable, l'inflation reste maîtrisée, voire négative, grâce à une

Dans ce contexte, la Bceao a décidé de réduire ses principaux taux directeurs de 25 points

monétaire dans un environnement encore incertain.

E. A

Karité

La BOAD injecte 6 milliards FCFA pour accélérer la transformation locale au Togo

La transformation locale du karité touche un nouveau palier au Togo. La Banque ouest africaine de développement (BOAD) a approuvé un financement de 6 milliards de francs CFA en faveur de Label d'Or SA, lors de son conseil d'administration tenu les 25 et 26 mars à Dakar. Une opération qui s'inscrit dans une stratégie alliant industrialisation, inclusion économique et compétitivité à l'export.

Implantée à Gbatopé, l'usine Label d'Or, inaugurée en 2023, dispose d'une capacité de transformation de 30 tonnes d'amandes de karité par jour. Elle peut produire environ 4 300 tonnes de beurre par an, avec un objectif de chiffre d'affaires estimé à 7 millions d'euros. Ce projet industriel, soutenu à ses débuts par l'USAID, s'inscrit dans une dynamique de valorisation locale des ressources

agricoles. Au-delà des performances industrielles, l'enjeu est également social. L'activité de Label d'Or

des amandes. En renforçant ses capacités, l'entreprise entend consolider ses revenus et structurer davantage la

à travers un programme d'assistance technique, accompagne cette montée en puissance. Gestion financière,

leviers mobilisés pour améliorer la compétitivité. Malgré ces avancées, des défis subsistent. L'approvisionnement en matières premières reste exigeant, avec des besoins pouvant atteindre 10 000 tonnes d'amandes sur une courte période. À cela s'ajoutent les contraintes liées aux certifications internationales, indispensables pour accéder aux marchés européens et américains.



repose sur un réseau de près de 33 000 femmes impliquées dans la collecte et la fourniture

chaîne de valeur.

L'appui de la Société financière internationale,

conformité aux normes environnementales et sociales, accès au financement : autant de

Dans un contexte où le Togo exporte encore majoritairement du karité brut, ce financement marque une inflexion. Il traduit une volonté de capter davantage de valeur ajoutée et de positionner le pays sur le segment des produits transformés, en réponse à une demande mondiale en forte croissance.

E. A

Mesures d'urgence au Togo

Les engagements du gouvernement qui changent la donne

Confronté aux menaces terroristes venant du Sahel, le Togo ne manque pas d'initiatives pour accompagner les populations sous pression. Que ce soit des mesures sécuritaires ou sociales, les initiatives n'en manquent pas. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les projets et programmes du gouvernement qui permettent au pays de gagner la bataille contre l'insécurité et les menaces terroristes dans le nord.

Les menaces terroristes sont sources d'insécurité. Cette dernière se caractérise par la déstabilisation de la société, le déplacement massif de la population, l'aggravation de la faim et de la pauvreté et le démantèlement des services publics essentiels comme la santé et l'éducation. Conscient de cette réalité et porté par l'engagement de ne laisser personne pour compte, le gouvernement s'emploie avec l'appui des partenaires au développement, à trouver des solutions durables.

Relever le défi de l'insécurité

pour accompagner les populations, surtout celles du nord. Au nombre des mesures, l'on citera l'opération Koundjoaré pour la sécurisation militaire, le Programme d'urgence de la région des Savanes (Purs) et le projet Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) pour la promotion du développement et de la cohésion sociale et la mise en place du Comité interministériel de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV).

L'impact du projet Coso

Dans les régions septentrionales, longtemps exposées aux fragilités économiques et aux tensions sécuritaires, un vent de renouveau souffle. Le projet de Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) transforme les territoires et redonne confiance aux communautés, consolidant ainsi les bases d'un développement inclusif et durable.

Pensé comme une réponse structurée aux défis multidimensionnels du nord du pays, le Coso déploie une approche intégrée où la sécurité humaine, la

locales se multiplient et le tissu social se renforce.

Un projet au cœur des communautés

Le Coso se distingue par son ancrage local. Il ne

en main leur destin. Dans des zones où les perspectives étaient parfois limitées, ces actions ouvrent de nouvelles voies et réduisent les facteurs de vulnérabilité.

46 Comités cantonaux de développement (CCD) ont été mis en place ou restructurés, renforcés et dotés, chacun selon le cas, de son Plan d'action villageois (PAV) ou de son



Echanges entre Faure Gnassingbé et les FDS

s'agit pas d'une intervention distante, mais d'un projet qui s'immerge dans les réalités des populations. À travers des actions ciblées, il soutient les communautés les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, en leur offrant des opportunités concrètes d'insertion économique.

Le taux de décaissement global du projet, depuis son lancement jusqu'à fin décembre 2025, est de 52,29 %. Il correspond à 25,6 milliards de francs CFA de dépenses cumulées depuis 2022, mobilisées pour venir en aide aux populations concernées.

Renforcement de la cohésion pour prévenir les fractures

Au-delà de l'aspect économique, le Coso agit comme un ciment social. Dans un contexte régional marqué par des risques de déstabilisation, le projet mise sur le dialogue, la solidarité et la participation communautaire pour renforcer la cohésion.

Des espaces d'échanges sont créés, les leaders communautaires sont impliqués et les populations sont encouragées à prendre part aux décisions qui les concernent.

Cette dynamique participative favorise un climat de confiance et réduit les tensions susceptibles de fragiliser le vivre-ensemble. Par exemple, en matière de gouvernance locale et de capacités communautaires, 929 Comités villageois de développement (CVD) et

Plan d'action cantonal (PAC) sur la même période.

L'action du Coso se traduit par la réalisation d'infrastructures de proximité : points d'eau, écoles, centres de santé et pistes rurales améliorant les conditions de vie des populations. Ces investissements, loin d'être anodins, ont un impact direct sur le quotidien. Ils facilitent l'accès aux services sociaux de base, soutiennent les activités économiques et renforcent l'attractivité des localités concernées.

Le Purs et ses impacts

Il s'agit là d'un programme déployé par le gouvernement face aux menaces terroristes dans le nord du pays, plus particulièrement dans la région des Savanes. Le Programme d'urgence pour le renforcement de la résilience dans la région des Savanes (Purs) est une initiative du gouvernement, lancée au début de 2022. Il permet d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables du nord du Togo, particulièrement touchées par l'insécurité et les crises économiques. Aussi permet-il de renforcer l'accès à l'eau, l'électricité,



Le président du Conseil et son gouvernement

et des menaces terroristes appelle à des mesures holistiques qui intègrent à la fois des mesures sécuritaires et sociales. Pour ce faire, le Togo déploie plusieurs initiatives

de résilience économique et la cohésion sociale avancent de concert. Sur le terrain, les effets sont palpables, presque immédiats : les populations reprennent espoir, les initiatives

Activités génératrices de revenus, formations professionnelles, appui aux initiatives locales : autant de mécanismes qui permettent aux bénéficiaires de reprendre

la santé, l'éducation et l'agriculture dans les communautés cibles.

Désormais, le Purs, qui se présente comme une solution à la fois militaire et sociale, s'étend à tout le territoire national et permet d'apporter des solutions durables et de stabiliser les régions menacées par l'extrémisme violent.

Tenant à son statut de pays d'accueil et de paix, le Togo, sous la bannière du Purs, a récemment lancé, en février 2026, le Plan de réponse conjoint au choc de déplacement forcé (PRC) 2026-2027. Ce plan, financé à plus de 18 milliards FCFA, vise à mieux faire face aux urgences des déplacés, surtout celles résultant de la crise au Sahel. Il est axé sur le triple nexus : « Paix, Stabilité et Développement ».

À travers le PRC 2026-2027, le Togo, avec l'appui des partenaires au développement, entend prioriser plus de 438 000 personnes sur les deux prochaines années, en mettant un accent sur la réinsertion des personnes déplacées et leur accès aux infrastructures de base.

«Ce plan incarne notre détermination commune à bâtir une réponse cohérente, intégrée et durable capable de transformer la vulnérabilité en résilience et l'urgence en opportunité », a mentionné le général de brigade Dadjia Maganawé, coordonnateur du Purs.

Opération Koundjoaré pour sécuriser les populations

Il est lancé en 2018, avec pour objectif principal

de contrer la menace terroriste et l'extrémisme violent dans la région des Savanes. Grâce à cette opération militaire déployée dans les zones sous menace terroriste, la défense de l'intégrité

l'administration, les forces de sécurité, la société civile et les communautés locales via des mesures préventives, de sensibilisation et d'alerte précoce.

Il adopte une stratégie

conditions de vie des populations du nord.

Qu'en est-il des institutions ?

Dans le but d'apporter un meilleur accompagnement aux populations du nord,

notamment des filles, à travers des programmes de formation et d'activités de plaidoyer soutenus par des organisations comme Plan International Togo, permet de promouvoir un développement plus inclusif



Le président du Conseil à la rencontre des FDS

territoriale, la sécurisation des frontières et la protection des populations face aux infiltrations de groupes armés se sont vues renforcées.

Dans les détails, cette opération d'envergure permet de contrer l'avancée des terroristes dans le nord du pays, de renforcer les équipements militaires et d'instaurer un soutien militaire pour les victimes. Au niveau sécuritaire, cette opération se révèle comme un véritable bouclier contre les groupes terroristes provenant du Sahel.

Le CIPLEV et son engagement

Créé en 2019 pour éradiquer ou réduire la propagation de l'extrémisme violent, notamment dans la région des Savanes, le CIPLEV permet au Togo de relever nombre de défis. Il coordonne la réponse nationale en impliquant

multisectorielle, combinant la veille sécuritaire à des actions socio-économiques pour s'attaquer aux causes profondes (pauvreté, conflits, trafics) de l'extrémisme violent. Ces actions se fondent sur le renforcement de la cohésion sociale, en formant les acteurs locaux et en luttant contre la radicalisation, notamment dans la région des Savanes, souvent ciblée.

Pour plus d'impact sur les populations, surtout celles sous pression des menaces terroristes et de l'extrémisme violent, le CIPLEV fonctionne en étroite collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

En amont, le gouvernement bénéficie également de l'appui de plusieurs autres institutions et organisations dans l'amélioration des

plus particulièrement celles sous menaces terroristes, l'appui des organisations comme la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD) et le Programme alimentaire mondial (PAM) n'est non plus négligeable.

Le projet Filets sociaux et services de base (FSB), soutenu par la Banque mondiale et l'AFD, a permis à des milliers de ménages vulnérables de recevoir des transferts monétaires et de bénéficier d'infrastructures de base comme des écoles, des forages et des centres de santé.

Des distributions de kits alimentaires régulièrement organisées par le ministère de l'Action sociale permettent de renforcer la résilience des ménages vulnérables en cas de crise. Le renforcement des capacités des jeunes,

des populations.

D'autres initiatives visant à améliorer le traçage des armes et le profilage des munitions, via l'accompagnement de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur l'armement (UNIDIR), permettent d'assurer une meilleure protection des populations.

Dans la même logique, celle de mieux protéger ses populations, le Togo diversifie ses partenaires, y compris la coopération militaire, pour renforcer ses capacités de protection de l'intégrité du territoire. L'ensemble des mesures susmentionnées permet au pays de mieux se positionner contre les menaces terroristes et de garantir une meilleure protection des populations.

Caleb Akponou

Eklou Ablavi : comprendre, se réinventer... et réussir autrement

Suite de la page 2

...elle ne cherche plus l'ampleur immédiate, mais la cohérence dans l'utilisation des ressources.

Parallèlement, elle accorde une importance particulière à l'éducation financière, qu'elle découvre à travers les séances organisées avec la Fédération des Bénéficiaires de Services Financiers. Ces apprentissages viennent

consolider sa pratique et corriger les fragilités antérieures. « On nous a appris à ne pas mélanger l'argent du commerce avec celui de la maison. Ça change tout », explique-t-elle avec insistance. Cette discipline nouvelle introduit une séparation nécessaire entre les flux personnels et professionnels, condition indispensable à la pérennité de toute activité. Son message aux

autres femmes s'inscrit dans cette logique de responsabilité et de clairvoyance : « Il faut du courage, mais aussi de la rigueur. Si tu ne gères pas bien, même un grand montant ne va pas t'aider. »

Le parcours d'EKLOU Ablavi livre ainsi des enseignements d'une grande portée. Il met en lumière la nécessité d'adapter ses choix aux

réalités concrètes, de reconnaître les limites d'un modèle initial et d'oser des bifurcations stratégiques. Il rappelle également que les contraintes, qu'elles soient géographiques, financières ou sociales, peuvent devenir des facteurs de transformation lorsqu'elles sont appréhendées avec intelligence. Enfin, il souligne une évidence souvent négligée : la réussite ne repose

pas uniquement sur les ressources disponibles, mais sur la capacité à les mobiliser avec discernement. Aujourd'hui, à Afagnan, son activité progresse avec régularité. Et derrière chaque ustensile vendu se dessine une trajectoire faite de compréhension, d'ajustement et d'une volonté constante de construire, envers et contre tout.

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé			
Quelques ambassades et consulats	BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70 ■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32 ■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94 ■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43 ■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56 ■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00 ■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23 ■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40 ■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60 ■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30 ■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25 ■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63 ■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58 ■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35 ■ Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00 ■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31 ■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80 ■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11 ■ RDC; Tél: 90 08 38 53	BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10 CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77 INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65 LIBRAIRIE GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43 LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66 LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83 ESPACES CULTURELS CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86 CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16 CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77 CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07 MANNEQUINAT & HÔTESSE ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62 CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66 SALLE DE CINEMA HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55 CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52 CINEMA GREENFIELD; Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers SUPERS MARCHES A LOME CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche) LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43 FRUITS ET LEGUMES MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion) MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO) PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38 DANSE ET COURS DE ZUMBA AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86 AVIATION AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99	DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26 OPERATEURS TELEPHONIQUES MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14 SANTE GENERALISTES DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72 OU MANGER ET DORMIR A LOME? RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11 MUSCULATION ET MASSAGE Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Introspection

Le jour où je suis entré à la morgue, ce que j'ai vu était indescriptible Des êtres humains gisaient à même le sol, complètement nus. Ils étaient plus de cinquante. Certains étaient soutenus par des bidons, certains étaient posés sur le sol nu, certains sur des tables, et d'autres sur des planches. Femmes et hommes étaient ensemble, pétrifiés par la mort, avec leurs parties intimes exposées. Ce jour là je me suis tourné vers l'employé morguier qui était là en lui demandant :«Combien... combien de personnes sont là, exactement ? » Il m'a répondu sans émotion: « Aujourd'hui ? Une cinquantaine. Ils attendent leur dernier voyage» Parmi ces hommes et femmes se trouvait mon patron, autrefois si fier, si puissant, reposait nu sur une simple planche de bois. Je l'ai regardé, incapable de protester, incapable de couvrir sa nudité. À cet instant précis, une question a déchiré le silence de mon âme :« Mais qu'est-ce que cette vie, au fond, si ce n'est qu'un souffle ?» C'est alors l'employé m'a répondu les yeux baissés : « C'est ça. Pas de diplôme, Pas de voiture. Juste de la chair. » Ensuite, je suis sorti de la salle et me suis assis devant la salle mortuaire me demandant :« Pourquoi avons-nous tant d'orgueil et d'égo, comme si nous étions les propriétaires du monde? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous pardonner les uns les autres et comprendre que c'est vanité des vanités, tout est vanité ?» J'ai vu des propriétaires de maisons, des diplômés, des détenteurs de voitures, tous couchés là, égaux dans leur nudité et leur impuissance. La vie n'est rien. Les positions sociales ne sont qu'éphémères. Les richesses et l'opulence ne sont que temporaires. Je ne sais pas quand je quitterai ce monde, mais je sais désormais exactement ce qui m'arrivera quand je ne serai plus. Ce n'était pas une vision d'horreur, mais une vision de vérité. À partir de ce jour, mon aspiration était simple : Etre meilleur qu'hier. Je veux être plus humble, plus reconnaissant et plus tolérant. Je veux être plus humain, car j'ai vu que la vie n'est qu'une vanité et que la mort est l'unique certitude. Elle nous rappelle brutalement que l'amour et le pardon sont les seules richesses que nous pouvons emporter sur cette terre.

Le saviez-vous?

Deux aveugles s'apprêtaient à se battre devant un fou, et le fou dit à haute voix, je supporte celui qui a le couteau. Les deux ont pris la fuite. Pour l'instant, je ne sais pas s'ils sont arrivés à destination.

Il arrive que la réussite de certaines personnes étonne bon nombre de gens. Le fait est que ces premiers ne s'affichent pas, n'adhèrent pas la philosophie du commun des mortels. Lorsqu'il traversent le calvaire, ça ne se lit pas dans leurs attitudes. Ils ne se vantent point de leurs capacités. Savoir faire et ne dit jamais tes ambitions à qui que ce soit. C'est ainsi que les gens les ignorent et ils sont aussi écartés des regards envieux. Qui veut voir réussir ses choses, les fait en silence.

Enigme

J'ai

5.000 F

je dépense

2.000 F

Reste

3.000 F

je dépense

1.500 F

Reste

1.500 F

je dépense

900 F

Reste

600 F

je dépense

600 F

Reste

0 F

TOTAL

5.000 F

5.100 F

D'où viennent les 100 F de plus ?

ceux qui sont forts en mathématique là , venez expliquer d'où viennent les 100 F on va quitter ici .

Fesnad 2026

Lancement officiel couplé de la phase Grand Lomé

La 9^e édition du Festival national des danses traditionnelles (Fesnad) est lancée. Lundi 30 mars 2026, le coup d'envoi a été officiellement donné par Isaac Tchiakpé, ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, sous le signe de la valorisation de l'identité culturelle du Togo.

Placé sous le thème : « La danse traditionnelle l'expression de notre identité culturelle », le lancement officiel de ce festival national a mobilisé plusieurs personnalités. Se voulant particulier, ce lancement a été couplé de la phase Grand Lomé. Étaient en lice pour cette phase, quatre groupes folkloriques à savoir : Djanta d'Aflao Gakli, Gbédjmiélé de Légbassito, Novissi d'Agoè-Nyivé 6 et Védougbe de Bè-Bassadji.

Au terme de cette compétition où tous les groupes ont rivalisé d'ardeur, les groupes Novissi et Védougbe respectivement classés premier et deuxième représenteront le Grand Lomé à la grande finale prévue le 27 avril 2026.

Valoriser le patrimoine naturel

Selon Isaac Tchiakpé, ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, le Fesnad est organisé chaque année pour valoriser le patrimoine national.

« Le thème retenu cette année vise à faire de notre culture un levier de

développement et de notre vivre-ensemble. Cette manière de conserver notre identité et de préserver notre mémoire nous permet aussi de nous projeter », a mentionné Isaac Tchiakpé, avant d'ajouter : « les prestations des groupes nous rappellent que nous avons un savoir-faire en matière de danse et chaque année, ça permet de primer toutes les prestations de groupes de qualité. Et le 27 avril, dans le cadre de l'indépendance, la finale sera organisée pour attribuer un prix au meilleur groupe de danse traditionnelle ».

À travers le Fesnad, il est donc question d'avoir un répertoire national de toutes les danses du Togo ainsi que les narratifs y afférents.

« Les expressions de danses et les chants racontent une histoire, une manière de vivre et nous permet de nous projeter. Dans le cadre de ces festivals, nous attendons de collecter toutes ces expressions et d'en faire un narratif partagé », a précisé le ministre du Tourisme.

Dans le même sens que le ministre, Aziati Vinyo, coordonnateur du Fesnad, souligne que cette 9^e édition du Fesnad, est le symbole d'une compétition qui grandit.

« C'est un symbole fort d'un festival qui grandit, qui se modernise, qui va à la rencontre de tous les



Photo de famille au lancement du festival



Table d'honneur au lancement du festival



Une prestation des festivalier

publics et qui s'enracine dans nos communes », s'est-il félicité.

A noter que le lancement

officiel de cette 9^e édition du Fesnad vient mettre fin à la phase régionale de ce festival dont la grande finale

est prévue le 27 avril 2026, jour du 66^{ème} anniversaire de l'indépendance du Togo.

Caleb Akponou

Enseignement supérieur et culture

Mlle Amana Koboyo Esther sacrée Miss Campus Togo 2026

Le rideau est tombé sur la finale de l'évènement culturel « Miss Campus Togo » édition 2026 tenue le 28 mars 2026 dans la ville de Kara. La 8^e édition du concours s'est soldée par le sacre de Mlle Amana Koboyo Esther.

Étudiante en troisième année de chimie fondamentale à l'Université de Kara, Mlle Amana Koboyo Esther est âgée de 20 ans. Elle devient « ambassadrice » des jeunes femmes et hommes des milieux universitaires, après une compétition ayant réuni 24 candidates issues des universités publiques et privées du pays.

Sur le podium, la Miss



Campus Togo est suivie de Amegnikou Ayoko Gloria, étudiante en première année d'anglais

à l'Université de Lomé, et de Pignang Essowazam Pauline, étudiante en première année de droit

dans la même institution. Placée sous le thème « Génération IA : une jeunesse consciente, créatrice et connectée », la compétition a permis d'évaluer les candidates à travers plusieurs épreuves, notamment la présentation du thème, la tenue et la danse traditionnelle, la démarche, l'interview, la maîtrise de la langue française et l'apparence physique.

À l'issue des sélections, 12 finalistes ont été retenues par un jury de cinq membres, présidé par Mme Ouradéi Bétiré Daria, avant

la désignation des trois meilleures candidates.

Miss Campus Togo est une compétition interuniversitaire qui valorisant l'élégance, l'intelligence et le leadership des étudiantes. Plus qu'un concours de beauté, cet événement fait la promotion de l'excellence académique et l'innovation technologique, intégrant des thématiques comme l'intelligence artificielle. Il sacre une ambassadrice parmi les étudiantes des universités publiques et privées.

La rédaction

Agrihood

Réponse brésilienne à l'étalement urbain non durable à travers la planète

Les villes et les zones urbaines abritent plus de la moitié de la population mondiale et sont responsables d'environ 70% des émissions de gaz à effet de serre qui alimentent la crise climatique. C'est pourquoi, au Brésil, des urbanistes mènent une véritable révolution du design urbain, qui pourrait ouvrir la voie à des zones bâties avec une empreinte carbone considérablement réduite.

Regeneração, repense la manière dont les villes se développent, afin que leur croissance puisse réellement favoriser la restauration des écosystèmes, renforcer la résilience climatique et créer des communautés en meilleure santé.

Les urbanistes, designers et architectes de

visent à stopper l'expansion incontrôlée des villes en redonnant vie à des terres dégradées, souvent abandonnées après avoir été utilisées pour des pratiques non durables, comme le pâturage intensif du bétail.

Dans cette version de l'agrihood, un concept né aux États-Unis pour

« Les agrihoods ont tant d'avantages », affirme Marcia Mikai. « Ils économisent l'eau, protègent la biodiversité et permettent aux gens de consommer une nourriture produite localement. Nous les voyons comme des lieux où jeunes et personnes âgées, riches et ménages à faibles revenus vivent ensemble et s'intègrent », ajoute-t-elle. « Peut-être suis-je romantique, mais je pense que cela peut devenir notre réalité », fait-elle observer.

« La partie immergée de l'iceberg »

Les agrihoods brésiliens, également expérimentés à Brasilia et Curitiba, illustrent l'argument avancé par l'Organisation des Nations unies (Onu) : investir dans des solutions « positives pour la nature » génère des retombées environnementales et économiques saines.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) a publié il y a quelques mois, sa dernière édition du Rapport sur l'état des financements en faveur de la nature, qui révèle que les flux financiers destinés à des investissements nuisibles à la planète ; comme les services publics, les énergies fossiles ou la construction ; sont trente fois supérieurs à ceux consacrés aux solutions favorables à la nature, telles que les agrihoods.

Ivo Mulder, responsable de l'unité de financement climatique au Pnue estime que l'exploitation des ressources naturelles doit être freinée car « la partie immergée de l'iceberg, c'est que, tant que ce financement destructeur pour la nature alimente nos économies, il finira par les mener à leur perte ».

Ne pas enfermer la nature derrière des clôtures

Au-delà des réformes politiques préconisées dans le rapport, Ivo Mulder estime que notre façon de penser la nature doit également évoluer.

« On parle souvent de la nature comme d'environnements vierges,

tels que des parcs nationaux clôturés. Mais nous devons davantage réfléchir à la manière d'intégrer la nature dans notre quotidien, d'adapter nos villes pour qu'elles puissent faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes, afin que, lorsqu'il pleut abondamment, nos rues et nos maisons ne soient pas inondées », affirme le responsable.

Cet état d'esprit, ne doit pas seulement selon lui concerner les dirigeants des secteurs de l'immobilier, du tourisme ou de l'industrie, mais aussi l'ensemble de la population. « En cette période d'incertitude géopolitique, les gens ont une vision relativement pessimiste du monde, mais ils doivent pouvoir imaginer une alternative positive. Par exemple, à quoi ressemblerait New York si elle intégrait davantage de solutions fondées sur la nature ? », argumente Ivo Mulder.

« Plus de verdure, moins de chaleur, moins de climatisation... pour une ville plus vivable et une économie plus prospère », insiste-t-il.

Restauration des écosystèmes

Les projets d'agro-quartiers de Pentagrama Projetos em Sustentabilidade e Regeneração sont soutenus par BioCidades Empreendedoras du Pnue, un programme d'incubation destiné à accompagner 50 jeunes entrepreneurs travaillant sur des solutions de résilience climatique urbaine à São Paulo et Curitiba. BioCidades Empreendedoras bénéficie du soutien du Pnue, de Bridge for Billions et de l'Instituto Legado (organisations soutenant l'entrepreneuriat social).

Ce projet s'inspire de la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, une occasion de rompre avec les politiques de pillage de la planète et de revitaliser le monde naturel.

Edem Dadzie



Image illustrant à quoi peut ressembler un Agrihood (Image trouvée en ligne le 31 mars 2026)

Dire que la croissance traditionnelle des villes n'a pas été une expérience positive pour la planète relève presque de l'euphémisme. L'urbanisation mal pensée (voire pas du tout encadrée), a engendré toute une série de maux : inondations, îlots de chaleur (lorsque les zones urbaines deviennent bien plus chaudes que les zones rurales) ou encore pénuries d'eau.

Parallèlement, les espaces urbains se sont progressivement détachés de la nature et de la production alimentaire. L'éloignement croissant entre citadins et campagnes contribue à la déforestation, aux émissions de gaz à effet de serre et à l'érosion de notre lien avec la nature. Mais Marcia Mikai et ses collègues pensent avoir trouvé une réponse à l'étalement urbain non durable qu'ils dénomment agrihood, ou quartier agro-urbain.

Son entreprise, Pentagrama Projetos em Sustentabilidade e

Pentagrama mettent leurs idées en pratique dans plusieurs villes brésiliennes, notamment à São Paulo, dont la région métropolitaine de 22 millions d'habitants en expansion grignote terres agricoles et forêts, effaçant les frontières entre zones urbaines et rurales.

Vert et rentable

« J'étudie les modèles financiers des systèmes agroforestiers depuis des décennies. Une chose que j'ai découverte dans mes recherches, c'est que l'agrihood, le quartier agro-urbain développé autour d'une production agricole, peut être très rentable », explique Marcia Mikai.

« Beaucoup de gens s'inquiètent de la sécurité alimentaire ; ils veulent vivre dans un endroit offrant des espaces communs de qualité et un véritable sentiment de communauté. Lorsque je montre des images de ce à quoi ces quartiers pourraient ressembler, ils sont enchantés », précise Marcia Mikai.

Le modèle de Marcia Mikai

désigner des quartiers résidentiels autour de terres agricoles, les sols sont régénérés afin d'allier agroforesterie durable, bâtiments à usage mixte et espaces d'éducation environnementale.

Travailler avec la nature

Ces nouvelles zones fonctionnent en harmonie avec la nature, au point de presque devenir une extension de l'environnement naturel. Des plantes et arbres autochtones et comestibles sont replantés, contribuant à rafraîchir les villes et à réduire les risques d'inondation en ralentissant le ruissellement, tout en rechargeant les nappes phréatiques.

Des espèces menacées, chassées des villes, y trouvent refuge ; les espaces verts partagés reconnectent les habitants à leur alimentation et à leur communauté ; et cet environnement riche en biodiversité absorbe activement le carbone de l'atmosphère, transformant la croissance urbaine en action climatique.

Savoirs endogènes et changement climatique

Un colloque international à Lomé

Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac Tchiakpé, a lancé lundi 30 mars 2026 à Lomé, un colloque international sur les savoirs endogènes. Organisé par le Laboratoire d'analyse d'histoire sociopolitique (LAHISPO) de l'université de Lomé et l'Institut national des métiers d'art, d'archéologie et de la culture (INMAAC) de l'université d'Abomey-Calavi, ce colloque vise à valoriser les savoirs endogènes pour promouvoir le développement.

Placé sous le thème : « Savoirs endogènes et lutte contre les changements climatiques et environnementaux en Afrique : enjeux pour l'atteinte des ODD », ce colloque a réuni dans la capitale togolaise, plus précisément à l'IRES-RDEC, des universitaires de différents pays.

Durant deux jours, cette manifestation scientifique, meublée de conférences de haut niveau, a permis aux parties prenantes de sortir des propositions pour mieux valoriser les savoirs endogènes, dans la lutte contre les changements climatiques et environnementaux. Prenant la parole à l'ouverture, Prof Komi Kossi-Titrikou, président du Comité d'organisation du colloque, n'a pas manqué

de revenir sur le bien-fondé de cette rencontre scientifique.

« Le colloque qui s'ouvre aujourd'hui se consacre à une thématique qui certes n'est pas nouvelle. Mais qui a de la peine à s'épuiser



Isaac Tchiakpé, ministre du Tourisme

depuis son émergence dans un paysage plutôt acquis à la science et à la technologie d'inspiration occidentale », a-t-il mentionné.

Néanmoins, il ressort qu'en Afrique, beaucoup de publications scientifiques ont porté sur les savoirs endogènes avec des déclinaisons multiples (savoirs endogènes, savoirs locaux, savoirs autochtones, savoirs africains, savoirs vernaculaires, etc.). C'est pour faire donc le point de toutes ces contributions en

vue de les mettre au service du développement que le colloque international de Lomé s'est tenu.

Une conférence inaugurale

Elle a été animée par le Prof Romuald Tchiboza,

« L'hybridation des savoirs est essentielle. Combiner savoirs scientifiques modernes et connaissances endogènes pour un développement plus résilient est très important. Travailler à sa reconnaissance juridique

l'atteinte des ODD pour la plupart de nos pays à 5 ans de l'échéance », constate M. Tchiakpé avant de poursuivre : « Pendant longtemps, les savoirs endogènes ont été marginalisés et relayés au second plan, parfois perçus



Table d'honneur à l'ouverture du colloque

renforcerait les politiques publiques de protection du patrimoine », a-t-il précisé.

Un plaisir de partager ces réflexions

Ouvrant les travaux de ce colloque international, Isaac Tchiakpé, ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, n'a pas manqué de s'en féliciter de cette rencontre scientifique qu'abrite Lomé.

« L'objet et le thème de ce colloque prennent toute leur importance, car les changements climatiques hypothèquent fortement

à tort comme archaïques ou incompatibles avec la modernité... Mais si l'Occident a prospéré, c'est parce qu'il a pu développer ce qu'on appelle un anthropocentrisme... Il est donc important que nos communautés africaines, qui ont développé depuis des siècles des mécanismes d'adaptation, de préservation et de régulation de l'environnement, retournent vers les bonnes pratiques de ce que nos anciens nous ont enseigné».

Caleb Akponou

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale: _____
Profession ou activité: _____
Adresse: _____ / BP: _____
Tél: _____ / E-mail: _____

Je m'abonne

01

Abonnement mensuel:

5.000 FCFA

02

Abonnement trimestriel:

15.000 FCFA

03

Abonnement semestriel:

20.000 FCFA

04

Abonnement annuel:

40.000 FCFA

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires? Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin?

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

